

Les luttes de l'immigration dans les années 70



Nous publions dans cette plaquette quatre documents de notre organisation qui datent de la fin des années 1970, et toutes sur le combat – déjà à l'époque – pour l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés.

Contre les lois Fontanet-Marcellin en 1973, la grève des foyers Sonacotra entre 1974 et 1980, la lutte contre les lois Barre-Bonne-Stoleru en 1979, la mobilisation de nos camarades immigrés était déjà importante. Le combat pour l'unité de classe, français et immigrés contre l'exploitation et l'impérialisme français a ainsi fait partie, dès la création de notre organisation, du socle de ses positions fondamentales.

- Le premier document est un tract, le plus ancien (novembre 1976), et probablement parmi les premières apparitions de l'organisation Pour le Parti (apparue en Octobre 1976) qui allait ensuite créer en 1979 l'OCML Voie Prolétarienne.
Il s'agit de l'appel à une manifestation en novembre 1976 contre un paquet de mesures gouvernementales, sous l'égide du secrétaire d'état d'alors Lionel Stoleru.
- Le deuxième est un article paru dans le journal Pour le Parti en Septembre 1977, sous le titre « Une seule classe ouvrière ! », et déjà sous la forme de questions et réponses reprend les principaux thèmes et interrogations politiques que nous rencontrons dans la classe ouvrière, avec comme revendication centrale « Egalité des droits ! ».
- Le troisième est également un article du journal Pour le Parti de Septembre 1978, après la manifestation qui a eu lieu en Juillet, et traite de son bilan et de l'organisation des travailleurs immigrés.
- Enfin, le dernier article, paru en Juillet 1979, revient à nouveau sur les leçons des luttes en cours, sous le titre : « Français, Immigrés, même classe, même droits, même parti ! » et polémique en particulier contre tous les réformistes et toutes les variantes nationalistes.



POUR LE PARTI

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Prolétaires de tous les pays unissons-nous à l'action contre les mesures Stoléru

La grave crise économique et politique du système impérialiste mondial fait rejailir en pleine lumière la grande lutte que se mènent les forces réactionnaires et les forces révolutionnaires pour l'avenir de l'humanité.

D'un côté, la bourgeoisie exploiteuse et parasite, toute tendue vers le maintien du système d'oppression et de misère. De l'autre, le prolétariat et les peuples dominés, toutes forces tendues vers la

libération de l'esclavage salarié et de l'oppression nationale, vers le règne du communisme et de la liberté.

Dans cette guerre de classe sans merci, la bourgeoisie ne peut se maintenir en place qu'en écrasant la classe ouvrière et les peuples dominés.

Ses armes : chômage, baisse du pouvoir d'achat, division du mouvement ouvrier, répression, guerres.

En France

. 1000 paires de bras viennent grossir chaque jour les rangs des 1 500 000 chômeurs.

. Les prix augmentent de plus de 10 %, alors que les salaires ne peuvent être augmentés de plus de 6,5 %.

. Pour ceux qui ont du travail, les cadences sont relevées, la discipline des chefs renforcée, les brimades se multiplient.

. Face aux grévistes, la bourgeoisie oppose la plus ferme résistance. Elle ne cède rien sur les revendications, multiplie les provocations et agressions policières. Elle tire sur les ouvriers combattifs (Pierre MAITRE à Reims).

. Elle arme des bandes de criminels : assassinat du jeune antillais Lucien MEYLON, incendie du foyer africain de la rue de la SEDAINÉ.

Aujourd'hui, elle fait un nouveau pas dans l'escalade de son entreprise d'écrasement du mouvement ouvrier :

Avec les mesures STOLERU, elle veut faire croire aux ouvriers français cette MONSTRUOSITE que ce seraient les immigrés qui seraient responsables du chômage. Il s'agit là d'une grossière PROVOCATION qui vise :

- à DIVISER la classe ouvrière de France.
- à susciter la haine nationale entre prolétaires.
- à désorganiser l'unité entre les prolétaires des pays impérialistes et les prolétaires et peuples des pays dominés.

Devant une telle manoeuvre, un seul cri doit jaillir de toutes nos poitrines :

A BAS CES MESURES SCELERATES !

CHOMAGE et IMMIGRATION sont deux volets d'une même réalité : L'IMPERIALISME.

A BAS L'IMPERIALISME QUI EXPULSE
LES UNS POUR EXPLOITER ENCORE
PLUS LES AUTRES.

Mais pour renverser l'impérialisme, pour arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie, pour briser la machine bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois, pour établir la dictature du prolétariat, il nous faut forger l'unité d'action de notre classe, français et immigrés.

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter aucune différence dans les droits sociaux et les libertés politiques entre nous.

Exigeons :

LA SUPPRESSION DE LA CARTE DE
TRAVAIL AUX IMMIGRES.

LA CARTE DE SEJOUR ILLIMITEE

L'EGALITE COMPLETE DE TOUS LES
DROITS SOCIAUX ET POLITIQUES
DES FRANCAIS ET DES IMMIGRES :

DROITS EGAUX DE S'ORGANISER, DE
SE REUNIR, DE MANIFESTER, DE
VOTER ET D'ETRE ELUS.

LIBERTE REELLE D'UTILISER LA
LANGUE NATALE (ECOLES, ADMINIS-
TRATION, ...)

Ces mesures de justice doivent fournir un terrain plus favorable à la participation des ouvriers immigrés à la lutte de classe en France.

Dans les pays dominés

La bourgeoisie impérialiste a toujours imposé son ordre de pillage, d'oppression, de misère et de famine, par la terreur. C'est pour ses profits coloniaux qu'hier la France impérialiste a emprisonné, assassiné des millions d'hommes et de femmes au Maroc (1925), en Algérie (1947 - 1962), au Vietnam (1945 - 1954), à Madagascar...

Aujourd'hui que la grave crise aiguise la concurrence entre rapaces impérialistes pour maintenir et étendre leurs zones de domination, la bourgeoisie française prend appui sur ses alliés : les bourgeoisies au pouvoir dans les pays dominés.

C'est pour sauvegarder ses profits impérialistes que la France a aidé le fasciste MOBUTU au Zaïre contre le rival social-impérialiste russe, qu'elle envoie ses mercenaires en MAURITANIE contre le peuple Sahraoui, qu'elle arme les bras sanguinaires de HASSAN II au Maroc, du Shah en IRAN..., qu'elle entretient des troupes et bases militaires au SENEGAL, à DJIBOUTI, au TCHAD, qu'elle accorde aide et crédits asservissants à de nombreux pays africains

Résultat : les paysans sont chassés de leur terre par la famine, des centaines de milliers de chômeurs s'entassent dans les bidonvilles, puis sont obligés d'émigrer.

Pour en finir avec ces calamités, le peuple, paysans, intellectuels, petits bourgeois patriotes, et quelquefois la bourgeoisie nationale, n'ont qu'une seule issue : faire bloc autour du prolétariat, prendre les armes, et, comme en CHINE, au VIETNAM et au CAMBODGE, renverser l'impérialisme et les bourgeoisies réactionnaires de leurs pays.

Le prolétariat est la seule classe que rien, absolument rien n'attache à un quelconque système d'exploitation. Lui seul est capable de diriger la lutte révolutionnaire du peuple jusqu'à l'indépendance économique et politique totale du pays.

Mais dans de nombreux pays dominés, le prolétariat est encore peu nombreux à côté des autres classes de la population et le mouvement communiste est encore jeune. C'est alors que, profitant de cette situation, la bourgeoisie au pouvoir se pose en dirigeant de la lutte anti-impérialiste. Mais alors que la lutte pour renverser l'impérialisme exige la mobilisation révolutionnaire armée des larges masses, ces

bourgeoisies ont peur de la force indomptable du peuple qui mettra en question un jour ou l'autre leurs privilèges. C'est pourquoi, tout en prétendant lutter contre l'impérialisme, ces bourgeoisies se soumettent en fait à lui, négocient au mieux avec l'une ou l'autre puissance impérialiste pour préserver une partie des fruits de l'exploitation du peuple.

Un exemple : dans presque tous les pays dominés, Maroc, Algérie, Tunisie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun,....les militants communistes qui sont les plus ardents combattants de la cause anti-impérialiste, sont emprisonnés, torturés, assassinés.

Nous, communistes d'un pays impérialiste, qui combattons pour la destruction de ce système, considérons comme un devoir de soutenir toutes les forces qui combattent notre ennemi. Que ce soit en France ou dans les pays dominés, tout coup porté à l'impérialisme renforce notre combat.

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS :

. TROUPES FRANCAISES HORS DES PAYS DOMINES !

. DROIT ABSOLU DE TOUS LES PAYS DOMINES A RECUPERER LEURS RICHESSES

. REMISE SANS INDEMNITE DE TOUS LES PRETS ET CAPITAUX FRANCAIS.

DEMASQUONS LES MANOEUVRES DES BOURGEOISIES REACTIONNAIRES DES PAYS DOMINES POUR METTRE LES MASSES LABORIEUSES A LEUR REMORQUE, SOUS PRETEXTE DE "LUTTE ANTI-IMPERIALE LISTE".

SOUTENONS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DES PROLETAIRES ET PEUPLES DOMINES CONTRE L'IMPERIALISME ET CONTRE LEURS BOURGEOISIES REACTIONNAIRES.

Seule l'unité internationale des prolétaires et des peuples dominés saura sortir les masses innombrables de l'exploitation et de la misère.

En France, le combat de classe des travailleurs français et immigrés est le même. Leurs intérêts de classe sont les mêmes. C'est pourquoi, là où ils travaillent, là où ils vivent, il leur faut une organisation de classe unique, une avant-garde consciente et organisée, UN PARTI.

Attention aux faux amis

Soyons vigilants à ne pas tomber dans les pièges des Judas, de ceux qui parlent au nom du prolétariat, pour mieux le trahir.

- En tout premier lieu, les révisionnistes du PCF. Ceux-là ne rêvent que de limiter, réglementer l'immigration, comme ils la limitent déjà dans les municipalités qu'ils qu'ils contrôlent. Ils refusent aux immigrés les droits politiques égaux à ceux des travailleurs français (droit de vote..) Car la crise du capitalisme menace les privilèges de tous ces bureaucrates, de tous ces aristocrates ouvriers. Alors ils s'accrochent à leurs fauteuils de députés, leurs planques municipales, leurs places de permanents, leurs organismes de collaboration de classe. Ils développent des campagnes chauvines, d'appel à la haine raciale, en couvrant les murs d'affiches honteuses : "fabriquons français".

Ils lancent des protestations hypocrites contre les mesures STOLERU mais n'organisent que la passivité des ouvriers au lieu de la lutte ferme et résolue.

Ils essayent par tous les moyens de briser la lutte des travailleurs de la SONACOTRA. Ils refusent de libérer les pays dominés des dettes que leur a imposées la bourgeoisie française, de cesser de vendre des armes à tous les régimes bourgeois réactionnaires.

- D'autres faux amis comme la Ligue communiste ou l'Organisation Communiste des Travailleurs, cachent mieux leur jeu. Ils croient organiser la "solidarité" en mobilisant les ouvriers français sur le thème "si les immigrés s'en vont, vous serez obligés de faire le sale boulot d'OS à la chaîne ou d'éboueur". Belle "solidarité" qui ne fait que justifier la division capitaliste du travail, qui flatte le sentiment de "supériorité", le chauvinisme, de quelques aristocrates ouvriers ! C'est là un point de vue tout aussi diviseur.

Ces opportunistes cherchent par tous les moyens à limiter la lutte des immigrés à la seule lutte défensive. A la seule lutte d'usine. Au lieu de mettre en avant le point de vue de l'unité du prolétariat mondial, et la nécessité de renverser partout l'impérialisme.

- D'autres encore comme l'Humanité Rouge ou le Parti Communiste Révolutionnaire,

prétendent défendre les ouvriers immigrés mais soutiennent dans le même temps l'impérialisme français qui, selon eux, peut traiter d'égal à égal avec les pays dominés. De même, ils soutiennent les pires réactionnaires des pays dominés, sous prétexte que ce serait les PAYS dominés, (bourgeoisies et prolétariats confondus) qui seraient la force motrice de la lutte anti-impérialiste mondiale. Alors que les faits confirment chaque jour que c'est le prolétariat en premier et les peuples dominés qui portent les coups les plus durs à l'impérialisme.

- Les "Amicales" des travailleurs immigrés (Algérie, Maroc, Sénégal...) sont également des faux amis.

Profitant des mesures racistes et du climat de haine nationale orchestré par la bourgeoisie impérialiste, ces amicales détournent la juste aspiration de leurs frères pour l'unité avec les prolétaires français. Vendues à leurs bourgeoisies, ces amicales n'ont comme seul objectif que d'étouffer la haine de classe des ouvriers immigrés au profit de leurs bourgeoisies, au nom de la haine nationale.

Tous ces opportunistes détournent les prolétaires français de l'union avec les prolétaires immigrés. Et ils détournent les prolétaires des pays impérialistes de l'union avec les prolétaires et peuples des pays dominés.

Ils s'appitoyent aujourd'hui sur le sort des ouvriers immigrés, mais voudraient faire végéter la lutte contre les mesures scélérates à une lutte défensive, humaniste.

Nous, communistes marxistes léninistes, nous appelons les ouvriers de toutes nationalités à faire de cette bataille un levier pour l'élévation du niveau de conscience et d'organisation du prolétariat, pour la révolution socialiste.

NOUS VOUS APPELONS A REBATIR AVEC NOUS UN VERITABLE PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE, REPRESENTANT DE SES INTERETS PROFONDS UN PARTI D'AVANT GARDE, UN PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Camarades, la crise économique et politique que traverse le système impérialiste mondial, pose avec une brûlante actualité la question de l'avenir:

. où le maintien de l'exploitation de l'oppression impérialiste, et la bouche-rie d'une guerre impérialiste comme débouché inévitable.

. ou la destruction de ce système et la libération sociale des prolétariats et des peuples.

Le sort de la révolution mondiale se joue dans les métropoles et dans les pays dominés.

Là où ils se trouvent, où ils travaillent, là où ils sont opprimés et exploités, les prolétaires luttent dans un seul but : renverser cette sangsue à deux têtes.

Les premières mesures STOLERU de Juillet ont été mises en échec dans les faits : seulement 3 600 chômeurs sur les 40 000 que visait la mesure ont accepté la prime au retour.

Déjà STOLERU a reculé sur l'interdiction de l'immigration familiale.

Notre unité, notre détermination feront reculer la bourgeoisie impérialiste française. Mais nous savons que nous n'aurons vraiment gagné que quand nous aurons abattu son système. Quand nous aurons renversé l'impérialisme. Quand nous aurons instauré la Dictature du Prolétariat.

FRANCAIS, IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE :

EGALITE DE TOUS LES DROITS
SUPPRESSION DE LA CARTE DE TRAVAIL
CARTE DE SEJOUR POUR TOUS SANS
LIMITATION DE DUREE.

FRANCAIS, IMMIGRES, UNE SEULE VOIE : LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME.

. Exigeons le DROIT POUR TOUS LES IMMIGRES DE PARTICIPER, COMME LES OUVRIERS FRANCAIS A LA LUTTE SOCIALE ET POLITIQUE EN FRANCE.

. NON AUX EXPULSIONS, AUX CONTROLES POLICIERS, à TOUTES LES REGLEMENTATIONS DISCRIMINATOIRES.

FRANCAIS, IMMIGRES, UN SEUL BUT : LE SOCIALISME.

EN AVANT POUR LA RECONSTRUCTION
DU PARTI COMMUNISTE MULTI NATIONAL
DE FRANCE.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

"Les prolétaires n'ont pas de patrie".
K. Marx

TOUS A LA MANIFESTATION

**SAMEDI 19 NOVEMBRE A 14 HEURES
A BARBES.**

Mettons à profit cette bataille que nous livre la bourgeoisie pour souder nos rangs et renforcer notre ardeur au combat !

Pour travailler à la reconstruction du parti de classe en France, lisez et diffusez : "POUR LE PARTI", journal communiste marxiste léniniste pour la reconstruction du parti.

Prenez contact avec l'organisation à l'adresse suivante : Catherine Armand

Une seule classe ouvrière

"Français-immigrés, même patron, même combat" est un mot d'ordre qui s'est inscrit dans de nombreuses manifestations et luttes ouvrières de ces dernières années. Mais s'il manifeste cette vérité fondamentale de l'unité de la classe ouvrière de France, quelle que soit la nationalité, il n'indique pas le contenu de cette unité, sur quel programme, sur quels objectifs elle doit s'orienter pour préparer véritablement la victoire contre le capitalisme.

Les révisionnistes disent aussi "même combat". Mais pour eux il s'agit d'appeler les ouvriers immigrés à soutenir les revendications favorables à une poignée d'ouvriers des couches supérieures, mais jamais d'appeler au combat pour les droits fondamentaux des immigrés, qu'ils cherchent en particulier à expulser des communes qu'ils dirigent. Pour d'autres opportunistes, comme ceux d'H.R. et autres défenseurs de la "théorie des 3 mondes", il s'agit de ne surtout pas combattre l'impérialisme français et ses laquais dans les néo-colonies, sous prétexte de ne lutter que contre les deux superpuissances.

Les intérêts de tous les ouvriers, immigrés compris, sont de se battre contre tout impérialisme, contre l'impérialisme français en particulier. Ils sont de lutter pour le socialisme partout dans le monde. Voilà le fondement de la vraie unité. Et pour cela rompre avec tous les opportunistes qui les détournent de cette lutte, qui soutiennent en fait l'impérialisme.

On ne saurait lutter contre l'opportunisme sans rompre avec sa base sociale : la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière¹. On ne saurait construire un réel parti communiste prolétarien sans conquérir au marxisme-léninisme les chefs, l'avant-garde, des masses profondes du prolétariat de France, et particulièrement des ouvriers immigrés.

Nous reviendrons sur ces questions dans un prochain article. Dès maintenant, nous devons développer plus profondément notre activité pour unifier les ouvriers les plus avancés dans la lutte pour la défense des intérêts réels de tous les ouvriers, dans la lutte pour qu'ils fusionnent avec le m.l. pour créer un Parti communiste réellement internationaliste.

L'article ci-après reproduit, pour avancer en ce sens, l'essentiel de la propagande effectuée par PLP en juin-juillet dernier dans certaines usines de la région parisienne (à propos de mesures anti-immigré prises par Barre-Stoléru).

I - NON LES IMMIGRES NE VOLENT PAS LE TRAVAIL DES FRANÇAIS

Dans ses efforts pour faire retomber tout le poids de la crise sur les épaules de la classe ouvrière, la bourgeoisie n'a plus de retenue. Hier elle disait que la faute de la crise, c'était le pétrole. Aujourd'hui elle affirme que le chômage est causé par les ouvriers immigrés qui viennent voler le travail des français.

La ficelle est grosse, très grosse...

Mais rien n'arrête les bourgeois. Pour tenter de masquer que la véritable cause de la crise, c'est uniquement le capitalisme, les ministres BARRE et STOLERU viennent de prendre des mesures pour renvoyer les immigrés dans leur pays.

Quelles sont les dernières mesures ?

10 000 francs "d'aide au retour" pour les immigrés qui touchent l'allocation chômage et qui ont tous leurs papiers en règle : à condition de renoncer à tous les droits en France, de ne jamais y revenir

¹ Cf PLP N°3 et 4 articles sur la lutte contre l'opportunisme et le centrisme

comme demandeur d'emploi, de rapatrier toute leur famille. Par ailleurs, le travailleur qui acceptera ne touchera l'argent qu'une fois arrivé dans son pays. Actuellement près de 100 000 immigrés se verront proposer ce "choix".

Est-ce que les immigrés conserveront longtemps le choix de rester en France ou de retourner ?

Non. On sait déjà que

1. Le chômeur immigré n'aura qu'un mois de délai pour donner sa réponse au prochain pointage.
2. Les immigrés qui refuseront seront fichés et leur carte de demandeur d'emploi ne retournera pas parmi les autres à l'agence de l'emploi.
3. le projet gouvernemental prévoit d'imposer peu à peu ce "retour-volontaire" à TOUS les étrangers, salariés ou chômeurs (qui ne viennent pas d'un pays du marché commun).

Pourquoi une telle mesure aujourd'hui ?

Rappelez-vous :

1973 : circulaire Marcelin - Fontanet pour le contrôle de "l'immigration sauvage". Institution des cartes de séjour - cartes de travail.

1974 : tous les grands pays impérialistes à forte main-d'œuvre immigrée décident d'arrêter l'immigration.

1976 : le CNPF (les patrons) parle de revaloriser le travail manuel c'est-à-dire "inciter les Français à rechercher des emplois jusqu'alors occupés par les travailleurs immigrés".

"L'aide au retour" n'est que l'aboutissement de toute la politique des pays impérialistes pour renvoyer les immigrés chez eux.

Mais après tout, on peut se demander pourquoi les immigrés viennent chercher du travail en France et dans les autres pays impérialistes

Les travailleurs immigrés ne quittent pas leur pays de gaité de cœur. Ils y sont obligés par le manque de travail et la misère qui règnent chez eux.

Et pourquoi ?

Les pays impérialistes d'aujourd'hui sont les pays colonialistes d'hier. Les impérialistes s'enrichissent non seulement sur le dos de leur classe ouvrière mais aussi sur le dos des peuples dominés. Hier, les capitalistes imposaient par la violence ouverte l'exploitation des peuples colonisés. Aujourd'hui, la plupart des anciennes colonies (Maroc, Algérie, Sénégal, ...) ont conquis leur indépendance politique. Mais reconnaître cette indépendance n'empêche pas les impérialistes de continuer à exploiter, piller les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine avec l'aide des bourgeoisies locales qui lui sont liées. Les anciennes colonies sont simplement devenues des "néo-colonies".

Avec leur puissance économique, leurs capitaux, le monopole du commerce international, le chantage financier et militaire, les pays impérialistes ont réduits les néo-colonies en véritables réserves de l'impérialisme. Ils y pillent les matières premières, et y vendent des produits manufacturés très chers (par exemple, le Sénégal produit et vend à bas prix les arachides, mais doit acheter très cher l'huile d'arachide fabriquée en France). Et quand les capitalistes mettent en place des usines, c'est

- pour produire des marchandises nécessaires à leur profit et non aux besoins urgents des peuples de ces pays.
- pour exploiter une main-d'œuvre moins chère (par exemple, à qualification égale, le capital paie 4 fois moins cher l'ouvrier qui travaille pour lui au Sénégal qu'en France).

Par leur intervention, les pays impérialistes appauvrissent considérablement ces pays chassant les paysans de leurs terres, créant une misère effroyable, et une armée d'hommes sans travail. C'est alors qu'ils appellent les immigrés pour venir se faire exploiter dans les métropoles impérialistes. Voilà l'origine de l'immigration.

Qu'est-ce que le travailleur immigré pour la bourgeoisie ? Une simple marchandise

Ce qui intéresse le capitaliste c'est le profit qu'il peut faire en exploitant les ouvriers. Il fait tout pour que l'ouvrier lui revienne le moins cher possible... et bien sûr lui rapporte plus. C'est pour augmenter encore les profits que les patrons ont eu intérêt à faire venir les immigrés en France (hier Simca et Citroën organisaient eux-mêmes le "rabattage" de la main-d'œuvre clandestine). L'immigré arrive à l'âge adulte prêt à travailler, sans avoir rien coûté pour son éducation, sa formation. Si sa famille est restée au pays, il ne coûtera pas cher bien qu'il verse ses cotisations de Sécurité Sociale. Et il ne verra pas la couleur de sa retraite, qu'il a pourtant payée, s'il repart, usé par une vie de travail finir ses jours au pays. Les immigrés en France c'est aussi 80 % des O.S., c'est-à-dire les emplois les moins payés, les plus durs, ou sales, ou dangereux. Ce sont les travailleurs qui rencontrent tous les jours des problèmes de langue, de solitude familiale, d'intégration dans un environnement souvent hostile et raciste.

Quels droits pour l'immigré ?

Pour imposer sa loi et exploiter plus facilement, la bourgeoisie réprime encore plus l'ouvrier immigré que l'ouvrier français : l'immigré n'a AUCUN DROIT POLITIQUE, il est CONTROLÉ par le système des cartes de travail et de séjour, ACCOSTÉ tout le temps par les FLICS dans le métro, dans les foyers, dans la rue pour "identification". Il risque l'EXPULSION sous le moindre prétexte (en 1975 le ministère de l'intérieur reconnaît 3 000 expulsions). Dans ces conditions, comment l'ouvrier immigré ne serait-il pas une proie plus facile pour le capitaliste ? Avec toutes ces menaces qui pèsent sur lui, il hésitera à se lancer dans la lutte. Et c'est pourquoi les patrons attaquent principalement les immigrés.

II - NON LE RENVOI DES IMMIGRES NE RESOUDRA PAS LE PROBLEME DU CHOMAGE EN FRANCE...

Aujourd'hui, les hommes politiques et les patrons s'agitent beaucoup à propos du problème du chômage. On entend déclaration sur déclaration au sujet de "la relance de l'emploi français", de l'aide aux entreprises employant de jeunes français, etc. Pourquoi cela ?

La crise du capitalisme s'aggrave de jour en jour. Il est de plus en plus difficile aux capitalistes de vendre leurs marchandises en réalisant du profit.

Alors comment continuer à faire ce profit ?

Un seul moyen pour les patrons : renforcer l'exploitation de la classe ouvrière. Ça veut dire augmenter les cadences, freiner les salaires... Ça veut dire aussi licencier, donc développer le chômage.

Mais la classe ouvrière accepte-t-elle cela facilement ? Non. A l'intensification de l'exploitation elle répond par le renforcement de sa lutte contre l'exploitation. Partout des grèves se mènent contre le plan Barre.

Alors la bourgeoisie française s'affole un peu. Comment calmer cette lutte ? Comment détourner la colère des ouvriers ? Comment diviser la classe ouvrière ? Aujourd'hui, elle a trouvé un moyen. Elle désigne aux ouvriers français un faux responsable au chômage : les travailleurs immigrés.

Chirac déclarait le 19 février 1976 : "Il ne devrait pas y avoir de problème de chômage en France puisqu'il y a 1 million de chômeurs et 1 million 800 000 travailleurs immigrés". En clair, c'est dire : "ce n'est pas notre faute à nous capitalistes s'il y a du chômage en France, c'est la faute aux travailleurs immigrés. Renvoyons les chez eux et il n'y aura plus de chômage !".

Chirac oublie de dire que la bourgeoisie française a eu besoin des travailleurs immigrés, qu'elle les a fait venir en France alors même qu'il y avait déjà du chômage. Car il y a toujours eu du chômage dans le système capitaliste.

D'où vient le chômage ?

L'augmentation brutale du chômage depuis 3 ans ne doit pas nous faire oublier que celui-ci a commencé à se développer bien avant 1973. Il n'a cessé d'augmenter à peu près régulièrement depuis 1962 (150 000 chômeurs inscrits) jusqu'à 1973 (450 000 chômeurs inscrits). Et dans le même temps, la bourgeoisie parlait de plein emploi !

Mais il ne peut pas y avoir de plein emploi en système capitaliste. La loi du capitalisme veut que chaque patron, sous peine de disparaître, doive sans arrêt augmenter son profit pour résister à la concurrence des autres patrons. Et augmenter le profit ça veut dire produire toujours plus et plus vite. Ça veut donc dire des machines toujours plus neuves, plus productives, plus automatiques. Le développement considérable des machines et des techniques est beaucoup plus rapide que le développement des besoins en main-d'œuvre. Souvent cela entraîne même une réduction de la main-d'œuvre. Là où 5 ouvriers produisaient tant de pièces par jour avec des vieilles machines, un ouvrier suffira pour produire la même quantité de pièces avec une nouvelle machine.

Que va faire le patron ? Va-t-il réduire le temps de travail des cinq ouvriers, baisser les cadences de travail, leur accorder plus de repos ? Non. Pour lui, ce qui compte avant tout, c'est la plus-value qu'il peut tirer des ouvriers. Alors, s'il ne trouve pas à les employer pour son profit, il les licenciera. C'est là une conséquence nécessaire du capitalisme.

Aux licenciés viennent s'ajouter les milliers de petits paysans et petits artisans ruinés par le capitalisme qui affluent à la ville et augmentent encore le nombre de chômeurs.

Le chômage est donc obligatoire sous le capitalisme. Et, sauf en temps de crise profonde comme aujourd'hui, il arrange bien les patrons ! En effet, quel meilleur moyen de chantage pour un patron que l'existence de cette masse d'ouvriers sans travail, sans argent ? Il peut freiner les salaires, durcir les conditions de travail plus facilement. Les ouvriers ont alors tendance à hésiter avant d'engager la lutte, de peur de se retrouver chômeurs. Et, dès que la "reprise économique" commence, les patrons trouvent immédiatement une main-d'œuvre qui, après une longue période de misère, est prête à être engagée à n'importe quelles conditions.

Mais, aujourd'hui, le développement considérable du chômage fait peur à la bourgeoisie à cause de la colère grandissante qu'il entraîne dans la classe ouvrière. Alors elle veut renvoyer les travailleurs immigrés en prétendant que ça va régler le problème.

Mais est-ce que cela va vraiment régler le problème ?

NON, puisque comme on l'a vu, il y aura toujours du chômage sous le capitalisme. Le seul moyen pour qu'il n'y ait plus de chômage, c'est qu'il n'y ait plus le système capitaliste, le système d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est qu'il y ait le socialisme.

Mais, même momentanément, est-ce que cela ne va pas le faire diminuer un peu, arranger la situation des ouvriers français ?

La crise du capitalisme est une crise mondiale. La course au profit pousse les capitalistes de tous les pays à investir dans les secteurs qui rapportent le plus de profit. Mais peut-on investir indéfiniment dans ces secteurs ? Non, parce qu'au bout du compte il y a surproduction. C'est le cas, par exemple, de l'acier, des machines, des bateaux...

Pendant le même temps, avec l'inflation et les bas salaires, la classe ouvrière ne peut plus acheter des produits devenus invendables. Alors un peu plus ou un peu moins d'ouvriers immigrés en France ne résoudra rien du tout au chômage. Car la cause première du chômage est que, sous le capitalisme, la production est dirigée par l'initiative privée. C'est cela qui engendre l'anarchie, qui rend impossible de planifier la production et de la mettre au service du peuple.

Sans détruire le capitalisme, il est impossible de résorber le chômage. Toute autre solution ne peut au contraire que l'aggraver. C'est le cas du renvoi des immigrés. En particulier parce qu'en période de crise, chaque pays capitaliste a de plus en plus de mal à vendre sa production sur les marchés mondiaux.

Or, une partie des acheteurs sont les pays du "tiers-monde", les pays des travailleurs immigrés. Si les travailleurs immigrés sont renvoyés chez eux, cela augmentera encore les difficultés de leurs pays. Cela renforcera le chômage déjà existant chez eux et donc les charges sociales de leurs gouvernements. D'autre part, cela stoppera l'apport de devises étrangères gagnées par les travailleurs immigrés dans les métropoles impérialistes. Tout cela fera que les pays dominés auront encore plus de mal à acheter aux pays impérialistes, et les pays impérialistes - comme la France - encore plus de mal à vendre. Donc cela approfondira la crise. Et si la crise s'approfondit, le chômage augmentera en France.

Ce que cherche à nous faire croire la bourgeoisie, que le renvoi des immigrés diminuera le chômage, n'est que pur mensonge. Tout ce que ça rapporte à la bourgeoisie, c'est la division de la classe ouvrière de France, donc son affaiblissement. Et cela nous devons le combattre.

Alors, que peut faire la bourgeoisie pour se sortir de là ?

Au bout du compte la seule façon pour la bourgeoisie de relancer l'économie capitaliste, c'est de détruire le trop plein de capitaux, de détruire usines, machines et hommes. C'est la seule voie qui lui reste pour donner un nouvel élan à la course au profit et à la production. C'est ce qui s'est passé après 1918, après 1945, après que la guerre impérialiste ait fait mourir un grand nombre d'ouvriers... et d'usines. L'approfondissement de la crise renforce la concurrence qui ne peut déboucher que sur la guerre entre pays impérialistes.

Mais pour faire la guerre, il faut la préparer ? Eh bien, c'est justement ce que fait la bourgeoisie. On n'a jamais autant parlé d'armements, de menaces, de tactique militaire, de défense nationale que depuis le début de la crise.

Mais l'armement n'est pas suffisant, il faut aussi préparer les hommes. C'est ce que fait la bourgeoisie en désignant les immigrés comme fauteurs de chômage. La bourgeoisie cherche à unir les prolétaires français autour d'elle contre les étrangers, rendus responsables de tous les maux. Elle développe l'esprit chauvin dans le but de préparer les prolétaires à servir un jour ou l'autre de chair à canons au nom de la France. Cela, c'est la préparation psychologique.

Camarades, ne nous laissons pas endormir ni diviser par les discours nationalistes des bourgeois et de leurs laquais, pas plus que par les discours sur la Paix.

Renforçons l'unité de la classe ouvrière.

Français et immigrés, unissons-nous en un bloc solide, préparons-nous et organisons-nous pour renverser le capitalisme, enterrer avec lui le chômage et empêcher le massacre de la guerre impérialiste.

III - CONTRE LES MESURES D'EXPULSION DES IMMIGRES.

Ne nous laissons pas affaiblir par la bourgeoisie. Renforçons notre unité de classe ouvrière !

En prétendant que le renvoi des immigrés va résoudre le chômage, la bourgeoisie cherche à diviser la classe ouvrière, à l'affaiblir pour l'empêcher de se battre contre le vrai responsable du chômage et de la crise : le capitalisme.

Est-ce que ce sont uniquement les ouvriers immigrés qui doivent se battre ?

Bien sur les ouvriers immigrés doivent engager le combat contre les mesures gouvernementales. Ça les touche directement. Si les mesures sont appliquées aujourd'hui aux immigrés chômeurs, la bourgeoisie aura les mains libres pour les appliquer demain à TOUS les immigrés.

Mais les ouvriers français ont également intérêt à se battre contre ces mesures. Est-ce qu'un prolétaire français acceptera de réduire son salaire pour donner du travail aux chômeurs. Non bien sûr : ce n'est pas lui le responsable du chômage. Accepter de réduire son salaire, cela ne ferait qu'ouvrir la porte à une exploitation encore plus dure de tous les ouvriers. Eh bien, pour les immigrés c'est la même chose : il n'a pas choisi de venir se faire exploiter loin de son pays, loin de sa famille. Il n'a pas à faire les frais de la crise de la bourgeoisie.

Français ou immigrés, les ouvriers sont avant tout les vrais créateurs de la richesse moderne et des EXPLOITES. Si un prolétaire accepte que la bourgeoisie attaque SON FRERE DE CLASSE, il s'expose lui-même à la même attaque.

C'est pourquoi les ouvriers français et immigrés doivent former un BLOC UNI, non pas autour des intérêts d'une petite couche d'ouvriers "privilégiés", mais pour les intérêts de toute la classe ouvrière.

L'intérêt de la classe ouvrière est :

- de rejeter cette tentative de division,
- d'unir ses rangs pour renforcer sa lutte pour la satisfaction de ses revendications,
- de se grouper pour la lutte finale contre le capitalisme et pour le socialisme.

Cela :

- en luttant pour l'abrogation de la mesure "prime de retour" qui divise la classe ouvrière.
- en défendant pied à pied leurs condition de vie et de travail : contre le chômage, pour l'amélioration des salaires, contre les cadences.
- en luttant pour l'égalité complète des droits politiques de TOUS les prolétaires quelle que soit leur nationalité.

Une lutte ferme sur ces trois fronts créera de meilleures conditions pour préparer nos forces en vue de l'affrontement final,

POUR ABATTRE DEFINITIVEMENT L'IMPERIALISME

Beaucoup d'ouvriers français croient que le renvoi des immigrés va améliorer leur sort. C'est pourquoi ils hésitent à se battre. Comment les convaincre ?

Pour convaincre les ouvriers que le renvoi des immigrés ne va pas améliorer leur sort, il faut comprendre d'où vient cette idée fausse. Cette idée est propagée par un petit nombre d'ouvriers achetés par la bourgeoisie.

Avec les surprofits qu'elle tire de l'exploitation des peuples dominés, la bourgeoisie a pu donner des postes relativement tranquilles, des conditions de travail relativement faciles, des salaires plus intéressants, à une mince couche d'ouvriers.

Avec ces avantages, quelquefois conquis de haute lutte par toute la classe ouvrière (ex.: les comités d'entreprise), ces ouvriers se sont laissés endormir. Ils se sont installés dans leur position et ont perdu de vue les conditions de travail et de vie de la grande masse des prolétaires. Mais avec la crise, la bourgeoisie a tendance à leur retirer leur bien-être. En même temps, renaît dans la classe ouvrière plus forte l'aspiration à une société socialiste, sans parasite, sans bourgeoisie, ni bureaucrate ni planqués.

Dans cette situation, ces ouvriers prennent peur. Accrochés par-dessus tout à leurs petits privilèges, ils ne veulent pas de remous, pas de lutte, pas de violence, pas de révolution. Ils font bloc avec la bourgeoisie pour défendre la place de l'impérialisme français dans le monde, qui est la source de leurs sinécures.

C'est pourquoi ils répandent dans la classe ouvrière les idées de la bourgeoisie.

La grande majorité de la classe ouvrière n'a aucun intérêt au maintien de l'impérialisme, de l'exploitation, du chômage... C'est pourquoi elle doit rejeter fermement les idées empoisonnées de bureaucrates et aristocrates ouvriers vendus et rompre radicalement avec eux.

Mais les ouvriers immigrés n'ont pas les mêmes droits que les français. S'ils se battent, ils risquent de se faire expulser...

Oui, c'est un risque. Mais y a-t-il une autre solution que la lutte ? NON. Si les immigrés ne luttent pas, les mesures gouvernementales seront appliquées et les immigrés seront renvoyés dans leurs pays.

Par contre, s'ils engagent le combat en masse, alors là ils peuvent faire reculer la bourgeoisie et la bourgeoisie aura beaucoup plus de mal à abattre sa répression. La lutte des ouvriers immigrés contre la SONACOTRA depuis 28 mois (grève des loyers) et le retour en France des ouvriers expulsés montrent qu'unis et combatifs, les ouvriers peuvent faire reculer la bourgeoisie.

Il reste que les ouvriers immigrés sont plus soumis à la répression que les français. Alors il faut que les français comprennent cela et s'engagent en masse avec eux pour créer un rapport de force puissant contre la bourgeoisie.

Se battre, mais sur quelles revendications ?

La première revendication est : ABROGATION DES MESURES GOUVERNEMENTALES. Mais faut-il s'arrêter là ? NON. Si la bourgeoisie attaque les immigrés, c'est parce qu'elle cherche à faire payer la crise aux ouvriers. Alors, si on l'empêche de gagner là, elle cherchera à gagner ailleurs contre tous les ouvriers.

C'est pourquoi il faut aussi lutter contre le chômage, les licenciements, l'augmentation des cadences, les brimades, pour l'amélioration des conditions de travail et des salaires.

La bourgeoisie attaque les travailleurs immigrés parce que cela lui est plus facile. Elle profite qu'ils n'ont pas les mêmes droits que les français pour leur faire peur et les empêcher de se battre.

A cela la classe ouvrière doit répondre en luttant pour l'égalité complète en droit des français et des immigrés :

- . carte de séjour sans limitation de durée pour tous les immigrés,
- . liberté de participer à la vie politique en France,
- . droit de s'organiser, de se réunir, de manifester, de voter, d'être élu.

Quand on engage une bataille, il faut être organisé. Est-ce que toutes les organisations sont des alliés dans notre combat ?

Non, il faut absolument que les ouvriers se méfient de leurs faux amis. Par exemple, les partis du Programme Commun (P"C"F et PS) crient très fort qu'ils sont pour l'unité des ouvriers. Mais que font-ils en réalité ? Ils défendent l'impérialisme français :

- Ils refusent d'annuler les dettes que la bourgeoisie française a obligé à faire faire aux pays qu'elle domine.
- Ils refusent le droit des peuples dominés à nationaliser sans indemnité tous les capitaux étrangers. Ils appellent les capitalistes à "Produire français" et à ne pas acheter les produits manufacturés extérieurs.

- Ils refusent que les immigrés aient TOUS les droits politiques comme les français. Par exemple, ils sont contre le droit de vote des immigrés.
- Ils réclament que tous les ouvriers immigrés aient un contrat/logement, ce qui veut dire que le patron aurait encore plus de pouvoir sur les immigrés (par exemple : "si tu luttas, tu perdras non seulement ton travail mais aussi ton logement).
- Dans leurs municipalités, ils réclament la limitation du nombre d'immigrés en rejetant sur eux la cause des troubles racistes.
- Dans la lutte des foyers SONACOTRA, le P"C"F a cherché par tous les moyens à briser l'unité des diverses nationalités et à négocier dans le dos du comité de grève.

Alors, est-ce que ces actes renforcent l'unité des français et des immigrés ? Pas du tout. Ils renforcent au contraire la division, le racisme...

La classe ouvrière ne doit pas juger ses amis sur des paroles mais sur des actes.

Alors, sur qui compter dans la lutte ?

Depuis que le PCF est dominé par les bureaucrates et aristocrates ouvriers et d'autres petits bourgeois, cadres, professeurs, fonctionnaires, la classe ouvrière n'a plus de parti bien à elle qui représente vraiment ses intérêts. Elle n'a plus d'état-major de combat, de dirigeant et d'organisation révolutionnaire vraiment influent, capable de la guider dans les luttes partielles d'aujourd'hui pour la préparer à abattre le capitalisme.

Pire, aujourd'hui, elle doit lutter contre des traîtres dans ses propres rangs. Ceux-ci se sont installés à tous les postes dirigeants du mouvement ouvrier, dans les partis et syndicats ouvriers.

Les conditions pour engager notre lutte sont donc très difficiles. Bien sûr, nous avons pris en main la tâche de reconstruire un nouveau parti communiste et commencé à reconstruire une organisation d'ouvriers d'avant-garde marxistes-léninistes. Mais aujourd'hui, nos forces sont encore trop petites et trop dispersées pour prendre l'initiative et diriger, sur la base de l'indépendance des seuls intérêts ouvriers, une lutte d'ampleur nationale qu'exige la situation.

Dans ces circonstances, nous devons adopter une tactique souple. Celle-ci doit tenir compte de nos petites forces, de notre faible audience et de ce que bon nombre d'ouvriers prêts à se battre ont encore confiance dans les syndicats réformistes. C'est pourquoi nous appelons les ouvriers à prendre conscience de la justesse de nos positions et de la trahison révisionniste. Et nous les appelons à suivre la tactique ci-après :

1. Expliquer à la grande masse des ouvriers, particulièrement ceux qui sont les plus combattifs, le sens profond des mesures de division de la classe ouvrière et la nécessité pressante d'engager la lutte sur les revendications ci-dessus énoncées.
2. Prévenir les ouvriers de l'hostilité inévitable que vont manifester les révisionnistes et réformistes dans les syndicats devant ces revendications et la volonté de les voir aboutir. Compter avant tout sur ses propres forces, celles de la masse des ouvriers.
3. Sur la base de ce travail préparatoire, engager une ferme lutte dans les syndicats pour qu'ils reprennent nos revendications et qu'ils mobilisent activement les ouvriers. Cela, non pas par de simples protestations verbales ou de simples pétitions mais par des réunions d'information, des délégations massives, le renvoi collectif des papiers proposant aux immigrés de partir, par des manifestations, des grèves, des occupations d'agence pour l'emploi, ce bâtiments publics... Seules ces actions, bien préparées et bien organisées, seront susceptibles de mobiliser les ouvriers et de faire aboutir la lutte. Et s'il le faut, organiser par eux-mêmes la lutte (comme l'ont fait les ouvriers des foyers Sonacotra).
4. Dans le cours de la lutte, toujours relier le combat pour nos revendications à la préparation de la lutte pour le socialisme, contre le programme commun ou autres tentatives de maintien du capitalisme ; à la défense de l'internationalisme contre le chauvinisme et le nationalisme ; à la préparation de l'organisation des ouvriers en un véritable parti révolutionnaire contre l'organisation dans les partis traîtres de Mitterrand ou de Marchais. Rejoindre l'organisation marxiste-léniniste "Pour le Parti" qui s'est fixé pour tâche de reconstruire le Parti communiste de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les révisionnistes sont forts e apparence mais ils défendent les intérêts de la classe décadente, de la bourgeoisie. Par notre lutte implacable, des ouvriers de plus en plus nombreux s'en détacheront, ils perdront leur influence dans le mouvement ouvrier ; nous pourrons remporter des victoires partielles contre la bourgeoisie et nous grouper pour l'affrontement final.

Aujourd'hui, les forces révolutionnaires marxistes-léninistes sont faibles en apparence mais elles expriment les véritables intérêts de la classe ouvrière. Par notre ténacité el notre abnégation, elles finiront par grandit et faire triompher la cause de l'avenir, la cause du communisme.

Profitons du combat que nous devons mener aujourd'hui, pour forger notre unité de classe et nous grouper pour la lutte finale !

En avant pour l'abrogation des mesures de division de la classe ouvrière !

<p>MEMES DROITS POUR LES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRES ! A BAS LES TRAITRES DE LA CLASSE OUVRIERE ! EN AVANT POUR LA RECONSTRUCTION D'UN VERITABLE PARTI COMMUNISTE !</p>

SONACOTRA

À nouveau sur la question des immigrés et de la reconstitution du Parti Communiste

Notre organisation a appelé, par tracts distribués dans les usines, à participer à la manifestation organisée par le Comité de Coordination des foyers Sonacotra, le samedi 8 Juillet dernier.

Comme nous l'avons expliqué dans différents articles de PLP, il est extrêmement important d'organiser un soutien actif aux travailleurs immigrés en lutte pour leurs droits économiques et démocratiques.

Depuis plus de trois ans se développe la lutte dans les foyers Sonacotra. Lutte contre l'augmentation des loyers, sur le statut de résident, les conditions de vie en foyer, l'arrêt des poursuites judiciaires et des expulsions.

Cette lutte se situe dans le cadre de l'offensive particulièrement brutale que la bourgeoisie française (mais aussi d'ailleurs les bourgeoisies allemandes, anglaises, etc.) a lancé ces dernières années contre les travailleurs immigrés : campagne Stoléru, Sonacotra, agressions et expulsions, racisme, etc. Nous avons souligné dans notre tract d'appel à la manifestation que l'aspect primordial de cette offensive était de tenter d'aggraver la DIVISION entre ouvriers français et immigrés.

En effet, quelle est aujourd'hui la situation ? Alors que la crise mondiale s'aggrave, la bourgeoisie cherche par tous les moyens à restaurer ses profits, et elle ne peut le faire qu'en exploitant plus durement les peuples qu'elle domine. En France, alors que les conditions de vie et de travail (pour ceux qui en ont) deviennent toujours plus dures pour les ouvriers, la bourgeoisie doit affaiblir la classe ouvrière pour tenter d'éviter sa riposte. Affaiblir, c'est en particulier diviser. Diviser c'est entretenir mille différences entre les ouvriers, et les accroître. Aujourd'hui, cela passe par différents moyens comme le développement de l'intérim et du travail précaire, les chômeurs divisés en catégories plus ou moins indemnisés et isolés de ceux qui ont un emploi, etc. Et, bien sûr, l'offensive contre les immigrés.

Il s'agit ici de s'attaquer aux plus faibles, aux plus démunis de droits, aux plus isolés comme « étrangers ». D'autant plus « étrangers » que la bourgeoisie peut compter, pour l'aider à développer dans les masses le chauvinisme et le nationalisme, sur ses agents à l'intérieur du mouvement ouvrier, particulièrement les révisionnistes adeptes des « achetons et produisons français » (le PCF) qui refusent les droits politiques et culturels entièrement égaux aux immigrés ; ou sur leurs émules d'HR et autres qui applaudissent à l'intervention française en Afrique.

Or tous ceux qui refusent de reconnaître aux immigrés l'égalité totale des droits sur tous les plans (et jusqu'au droit de conserver une culture, une langue et une nationalité propre) travaillent au développement du nationalisme, par le maintien et le renforcement des haines, barrières et préjugés nationaux. Ce faisant, ils renforcent le nationalisme aussi chez les immigrés eux-mêmes (qui, en réaction, sont amenés à s'opposer aux français en général au lieu de mettre en avant le mot d'ordre « classe contre classe »). Lénine faisait déjà justement remarquer que « l'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître chez les masses laborieuses des pays opprimés non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs » (souligné par nous ndlr).

Et c'est pour cette raison, comme Lénine l'indiquait, qu'il est nécessaire que le prolétariat des pays oppresseurs, donc le prolétariat français, ait une tactique particulière (différente sur ce point de celle du prolétariat des pays opprimés) afin de surmonter ce « sentiment de défiance », de montrer dans l'action aux immigrés et peuples opprimés qu'il est à leurs côtés et non du côté de « sa » bourgeoisie impérialis-

te. (Lénine appelait cela des « tâches négatives » par opposition aux « tâches positives » qui doivent rester l'axe essentiel de la lutte et qui sont celles de la révolution).

Cette tactique implique que la classe ouvrière française, prolétariat de la métropole impérialiste, doit tout particulièrement lutter avec les immigrés pour qu'ils obtiennent des droit entièrement égaux sur tous les plans (économique, culturel, politique, etc.). Sans cela elle ne peut travailler à l'union de la classe ouvrière multinationale de France. Tandis qu'en luttant pour l'égalité des droits, elle contribue à faire tomber les barrières nationales et, ainsi, elle facilite l'union de tous les ouvriers dans la lutte contre l'impérialisme et ses valets, pour l'établissement du socialisme dans le monde. Car, évidemment, l'obtention des droits égaux ne saurait avoir pour résultat de libérer l'ouvrier immigré de l'exploitation (pas plus qu'ils ne libèrent l'ouvrier français). La lutte pour la reconnaissance des droits égaux en France (comme vis-à-vis aussi des nations opprimées) n'est qu'un moyen pour unir tous les prolétaires vers l'objectif révolutionnaire : une tactique qui sert cet unique but. Et ce but doit toujours être mis en avant, en s'opposant aux réformistes qui veulent limiter la lutte des immigrés à la lutte pour quelques droits démocratiques.

Voilà pourquoi il importe que toute la classe ouvrière se mobilise pour lutter contre la tactique de division de la bourgeoisie. Et particulièrement aujourd'hui sur le soutien aux résidents des foyers Sonacotra et la lutte contre les expulsions. Cette lutte doit nous aider à abattre les différences de nationalité, de race, etc. que la bourgeoisie met en avant pour diviser. En le faisant nous mettrons en avant la lutte pour le renversement de la bourgeoisie dans tous les pays.

La manifestation du 8 Juillet a montré de ce point de vue deux choses :

Tout d'abord le fort niveau de combativité atteint par cette fraction de la classe ouvrière. Plusieurs milliers de manifestants, représentant les dizaines de milliers qui participent au mouvement sur toute la France. Quand on sait la répression toute particulière à laquelle sont soumis les immigrés, cette participation massive démontre une fois de plus que le capitalisme creuse sa propre tombe et engendre la révolte croissante du prolétariat. A la même époque d'ailleurs, la grève des ouvriers des presses à Renault démontrait aussi la vigueur du combat ouvrier.

Mais on ne pouvait pas ne pas remarquer, le 8 Juillet, la très faible participation des français. Bien sûr les chefs réformistes du PC, PS, de la CGT et de la CFDT n'avaient pas appelé à manifester. Depuis toujours, ils boycottent le Comité de Coordination (qui est le comité de grève, l'organisateur que s'est donné le mouvement Sonacotra) afin d'essayer de le briser : un acte chauvin et anti-ouvrier de plus, montrant la nature réelle des chefs de ces partis et syndicats. D'autres groupes et organisations soi-disant révolutionnaires - en fait opportunistes - n'avaient également effectué aucune mobilisation sérieuse : ainsi les trotskystes, pratiquement absents, et d'autres soi-disant "ml", très peu nombreux. Pourtant, il était tout à fait possible, il fallait absolument mobiliser les ouvriers et les travailleurs. Là où nous travaillons, nous avons aidé à la mobilisation des camarades et ainsi pu faire venir à la manifestation le petit nombre de sections syndicales que nous pouvons aujourd'hui influencer. Pourquoi ce travail de soutien actif n'a-t-il pas été généralisé par toutes les organisations « révolutionnaires » ? Il est clair que cette faible participation française montre l'ampleur du travail que nous avons encore à effectuer pour arracher la classe ouvrière à l'indifférence et à l'influence chauvine des opportunistes et des petits bourgeois de toutes sortes.

Ces influences nationalistes existent néanmoins aussi parmi les masses immigrées elles-mêmes. Car les camarades immigrés n'ont pas, non plus, dans les usines où ils travaillent, cherché activement à mobiliser les ouvriers français, à entraîner les sections syndicales où ils ont de l'influence (et elles sont relativement nombreuses) ceci en passant par-dessus la tête des chefs réformistes.

Les révisionnistes, nous l'avons dit, sont largement responsables de cet état de fait en ayant contribué à répandre le chauvinisme dans la classe ouvrière française et aussi, par contrecoup, immigrée. Mais une telle situation n'implique pas que les camarades immigrés ne réagissent pas. Il faut au contraire que tous les ouvriers avancés, les communistes et groupes communistes (ml), qui apparaissent et s'organisent dans les différentes nationalités immigrées, mènent avec les communistes ml français une

lutte résolue et active contre le nationalisme dans l'immigration. Nationalisme qui est ouvertement entretenu par les bourgeoisies algériennes, tunisiennes, marocaines, etc. pour détourner les immigrés de la lutte de classe au profit de la lutte nationaliste.

Les communistes de toutes nationalités, bien sûr, ont pour tâche commune de guider les prolétaires et les peuples vers la révolution socialiste. Et ils travaillent pour que, à terme et les conditions étant réunies, soient supprimées nationalités et barrières nationales. Pour cela il faudra le communisme partout dans le monde et l'égalité des nations. Dès aujourd'hui, les communistes travaillent à l'union des peuples, et non à ériger les cultures et particularités nationales en barrières.

Les prolétaires et travailleurs français doivent reconnaître le droit des immigrés à l'égalité, la culture nationale, la langue, etc. Mais cela n'implique absolument pas que les ouvriers, et particulièrement les immigrés doivent ériger ces revendications démocratiques et nationalistes en but de leur lutte. Ils doivent réaffirmer que tant que l'impérialisme durera dans le monde, l'immigration, les inégalités, l'exploitation dureront aussi. Aucune loi, aucun « droit » accordé par la bourgeoisie ne peut « garantir » quoi que ce soit à la classe ouvrière.

La tâche commune et essentielle des communistes de tous les pays, c'est la victoire du socialisme.

C'est pourquoi il faut réaffirmer que les communistes, en France, doivent travailler ensemble aux tâches révolutionnaires et tout particulièrement aujourd'hui à la reconstruction du Parti de la classe ouvrière multinationale de France.

Nous avons déjà abordé cette question dans un article de PLP (N°11) auquel nous demandons au lecteur de bien vouloir se reporter. Nous ne reprendrons pas ici l'argumentation qui y était développée pour réfuter quelques arguments opposés fréquemment à l'organisation commune des marxistes-léninistes français et immigrés. Nous rappelons aussi que c'est l'impérialisme français qui est responsable de l'immigration, c'est-à-dire le « système » impérialiste lui-même et non pas une « politique » particulière, la « volonté » de la bourgeoisie ou autres raisons non fondées sur les exigences du mode de production capitaliste à son stade suprême. Que ce n'est pas le « manque de droits » qui est la source des malheurs de l'ouvrier immigré. Ce qui veut dire qu'abattre l'impérialisme et les bourgeoisies qui, en quelque sorte, le « relaient » dans les pays dominés, forment avec lui une association, une « chaîne » telle est la tâche fondamentale et révolutionnaire qui unit tous les communistes. C'est pourquoi les immigrés en luttant là où ils sont, en France, pour la révolution travaillent aussi au succès de la lutte révolutionnaire dans leur pays.

Et si nous revenons aujourd'hui sur cette idée extrêmement importante de la participation des immigrés à la construction du Parti de la classe ouvrière de France, c'est parce que la manifestation des résidents Sonacotra a montré encore une fois toute l'ampleur du travail, à contre-courant du nationalisme, qu'il fallait faire pour unir toute la classe ouvrière. C'est aussi que différentes discussions avec des camarades étrangers ont montré que la mise en pratique de cette idée se heurtait encore à de nombreux obstacles.

On nous dit : « tout à fait d'accord avec "Pour le Parti", mais est-ce qu'il ne faut pas que nous nous occupions de la révolution dans notre propre pays ? Cela n'implique-t-il pas que nous formions en France aussi notre propre organisation, pour construire notre propre parti ? ».

Derrière ces remarques subsiste l'idée qu'il y aurait une contradiction entre faire la révolution dans son pays et en France.

Une telle position revient à ne pas comprendre au fond que la lutte pour le renversement de l'impérialisme est la tâche commune à tous les prolétaires du monde. Les communistes, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, doivent organiser cette lutte révolutionnaire LA OU ILS SONT, afin justement que cette lutte pour le socialisme se développe de façon consciente et organisée partout dans le monde.

Ils doivent pour cela tenir compte des situations créées par l'impérialisme. Or, comme nous l'avons dit, aujourd'hui l'immigration est un phénomène massif qui durera tant que durera l'impérialisme.

Il s'agit donc d'organiser à la fois la lutte du prolétariat immigré au coude à coude avec le prolétariat français, et la lutte dans les pays dominés.

Cela ne signifie pas qu'il est indifférent que les communistes émigrés rentrent ou pas dans leur pays. Au contraire, ce retour est en général tout à fait souhaitable. Car c'est au sein de leur peuple que les communistes sont souvent les plus efficaces. C'est là qu'ils peuvent le plus aisément être « comme des poissons dans l'eau ». Ce sont les communistes de chaque pays qui sont à même de diriger leur peuple en fonction des spécificités, particularités (et elles sont innombrables) de chacun d'entre eux.

Mais ce qui guide le travail communiste, ce qui guide dans la nécessité de construire des partis révolutionnaires dans chaque pays, de militer au sein de son peuple, le choix de retourner au pays, ce n'est pas une vue nationaliste étroite des choses. Ce n'est pas « chacun pour soi », occupons-nous de « nous » d'abord, des autres après. Ce doit être seulement l'efficacité de la lutte révolutionnaire, efficacité jugée d'après une vue d'ensemble de la lutte contre l'impérialisme. Rappelons- nous simplement, à titre d'exemple, l'aide internationale apportée au peuple espagnol en 1936.

Les communistes immigrés doivent se tenir prêts à retourner dans leur pays si la situation le leur permet et l'exige. Mais orienter leur action en fonction de cette seule perspective serait ne pas tenir compte de l'ENSEMBLE DES TACHES.

Car à quoi cela revient-il le plus souvent dans les faits ?

A cantonner les immigrés dans les luttes démocratiques ou syndicales, voire dans la « formation » livresque au marxisme. Ceci dans l'attente du retour au pays. Et c'est bien cela qui serait contradictoire avec la révolution dans son propre pays. Puisqu'alors non seulement les travailleurs immigrés resteraient une force inemployée pendant tout leur séjour en France, retardant ainsi la chute de l'impérialisme français (et donc du système impérialiste lui-même), ils rentreraient aussi dans leur pays sans avoir élevé leur conscience politique, fusionné avec le marxisme-léninisme et ne seraient pas à la hauteur de leurs responsabilités. Car c'est bien en menant la lutte communiste qu'on devient communiste. Et en menant cette lutte en France, en y luttant pour construire le Parti, les camarades immigrés se forment pour être toujours plus capables d'accomplir les tâches qui les attendent dans leur pays également.

Pourrait-on d'ailleurs concevoir un parti, une organisation ml en France, disons portugaise ou algérienne, qui limiterait son activité à organiser les immigrés dans les syndicats ou pour les luttes démocratiques, ou encore à les « former » ? Certainement pas, ce ne serait pas là un travail communiste. De tels partis ou organisations ml luttent pour le socialisme. Et dans ce cas, il est impossible qu'elles ne mènent pas cette lutte avec l'organisation des communistes ml français, au sein d'une organisation unique de combat.

Mais cette organisation unique de combat a, en retour, des tâches vis-à-vis du prolétariat des pays dominés.

1. L'organisation unique des communistes de France, le Parti multinational à créer, devra prendre un soin particulier pour aider réciproquement les autres partis à s'édifier. Notamment, en renforçant régulièrement les liens entre partis, et leur unité politique, pour la discussion et la critique réciproque. En organisant, autant que ce sera possible, le retour des camarades étrangers dans leur pays. En éduquant le prolétariat français à ses tâches internationalistes.

2. Elle a aussi des tâches particulières d'organisation des ouvriers immigrés :

Au sein de cette organisation unique, il est nécessaire qu'une partie du travail puisse être organisée par regroupements nationaux. D'une part parce que chaque immigration a ses problèmes spécifiques et que (ne serait-ce aussi que pour la langue) des regroupements nationaux rendent le travail plus efficace. D'autre part, on doit permettre sous cette forme que le soutien maximum soit apporté à l'édification

des partis communistes dans les différents pays d'origine. Et il est normal que les communistes d'une même nationalité disposent d'une forme de regroupement spécifique afin d'analyser plus particulièrement les particularités de leur programme révolutionnaire national et d'organiser leur travail avec leur organisation ml dans leur propre pays.

Il y a donc des formes d'organisation spécifiques (par exemple au sein de commissions nationales) qu'il faut articuler avec le travail de tous les communistes au sein du Parti afin qu'il ne se forme pas de « parti dans le parti » contrairement aux normes du centralisme démocratique. Et cela doit être discuté avec les organisations ml nationales.

En avançant ensemble, camarades français et immigrés, dans la voie de la création du Parti ml de France, nous créerons les conditions pour vaincre le chauvinisme, le nationalisme étroit, parmi les français et les immigrés. Nous créerons les conditions d'une union invincible, déjouant les plans de division de la bourgeoisie. Nous construirons un solide Front anti-impérialiste et révolutionnaire qui unira les prolétaires et les peuples opprimés du monde entier.

Aujourd'hui, le nationalisme étroit est une arme plus que jamais redoutable aux mains de la bourgeoisie. La crise de l'impérialisme entraîne une recrudescence de chauvinisme dans les pays impérialistes et, en particulier, une campagne intense orchestrée contre les immigrés. Malheureusement, à cause de la trahison des partis qui influencent encore la classe ouvrière, PCF en tête, le prolétariat français ne réagit pas en masse à cette campagne bourgeoise.

Ceci fixe nos responsabilités, l'étendue de nos tâches. Tant que nous n'aurons pas arraché le prolétariat français au chauvinisme et au révisionnisme, l'union complète avec les immigrés sera impossible. Ceux-ci tiendront tous les français pour responsables de leur oppression. Ils seront une proie plus facile pour les idéologies nationalistes. Idéologies que développent « leurs » bourgeoisies, touchées elles-aussi par la crise de l'impérialisme, et appelant à faire bloc avec elles au nom des prétendus intérêts communs, ou au nom de la prétendue lutte du « tiers-monde » contre l'impérialisme, etc.

Mais ces responsabilités, cette tâche d'organiser la lutte commune de toute la classe ouvrière, sont celles de tous les communistes, immigrés compris. La situation actuelle dans le monde pousse les peuples au combat et à l'union, dans le même temps que les influences bourgeoises et révisionnistes (et tout particulièrement la théorie du « tiers-monde ») poussent au nationalisme et à la division.

Tous les communistes ml, français et immigrés, doivent s'attacher à mettre en pratique l'enseignement de Lénine de « réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive » (La Révolution Socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes).

Français, Immigrés

même classe, mêmes droits, même parti!

Quelques enseignements des dernières manifestations contre les lois Bonnet-Stoléru.

LES CHAUVINS DEMASQUES

Face aux attaques répétées de la bourgeoisie on peut dire que la riposte est faible, dispersée. Malgré les déclarations fracassantes des directions syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. qui nous annonçaient il y a quelques mois : "une riposte s'impose", la mobilisation a été quasi nulle.

Quelques motions auprès des parlementaires, trois manifestations et l'opération publicitaire du P.S. qui a envoyé Mitterand au foyer de Garges (d'où les résidents se sont faits expulser. Ils campent depuis quinze jours devant le foyer gardé par des C.R.S.).

★ La manifestation de la C.G.T., le 20 juin a regroupé quelques 1 500 personnes à 16 h 30, sans appel à des débrayages pour être sûr qu'aucune mobilisation ne sera possible ; manifestation aux cris de "défense des libertés" qui regroupait essentiellement des éléments de la petite bourgeoisie.

Le 23 juin, la C.F.D.T. décide de descendre dans la rue après bien des contradictions entre la Région Parisienne (U.R.P.) et le syndicat des métaux (U.P.S.M.) à propos des rapports avec les organisations étrangères. Là encore malgré le travail de quelques sections il y a très peu de monde (1 500 personnes).



Pour couronner le tout, lundi 25 juin, c'est la manifestation enterrement sous la haute gouverne de l'organisation humaniste dirigée par le P.C.F., le M.R.A.P. et appelée par 30 organisations dont la C.F.D.T., le P.C., le P.S., la C.G.T., etc... MARGE SILENCIEUSE (!) de 1 500 personnes : quand on songe aux millions d'adhérents que totalisent toutes ces organisations réformistes on peut dire que leur soutien est égal à zéro.

★ Toutes les manifestations avaient en commun leur caractère humaniste de curé implorant la démocratie bourgeoise qu'elle nous octroie "la liberté, la fraternité, l'égalité pour tous" comme le demandait le tract du M.R.A.P.

C'est aux cris de "non aux lois racistes" que toutes les organisations ont défilé. Ce mot d'ordre camoufle le caractère de classe des lois Bonnet - Stoléru. Tous les réformistes (et tous les opportunistes à leur suite - comme le PC-ML, le PCR, l'UCFML) parlent des immigrés comme si seule leur nationalité les caractérisait. Ils "oublient" leur appartenance à la classe ouvrière. Ils "oublient" que ces lois essayent d'affaiblir la classe ouvrière, les lois sont avant tout anti-ouvrières.

Le racisme existe certes, mais comme un moyen particulier pour attaquer la classe ouvrière. Nous, communistes, ne nous "penchons" pas avec pitié sur le sort des "pauvres" immigrés mais nous LUTTONS pour TOUS les ouvriers.

Leurs protestations hypocrites ne nous émeuvent pas : c'est bien eux-mêmes qui ont préparé ces lois. Le P.C.F. depuis 1945 préconise un "statut démocratique" pour les immigrés.

Ce projet a été plusieurs fois présenté au parlement et contient en fait toutes les mesures mises en place actuellement par la bourgeoisie :

- a) contrôle strict ;
- b) expulsions "pour délits graves"
- c) une carte de résident temporaire valable un an, une carte de résident ordinaire valable deux ans et une carte de résident privilégié valable 10 ans.

LA C.F.D.T. UN SYNDICAT DE CLASSE ?

Bien des ouvriers ont encore des illusions sur les syndicats dirigés par les chefs réformistes. Aidons-les à ouvrir les yeux. Prenons l'exemple de la Confédération C.F.D.T. Elle a soutenu du bout des lèvres les actions engagées contre les lois anti-ouvrières. Dans sa presse, tout juste un entre-filet sur les débrayages du 21 juin dans la région parisienne.

Il est vrai qu'elle s'est rattrapée : Dans Syndicalisme Hebdo du 26 juin, les lois Bonnet Stoléro ont droit à un éditorial signé H. Lésiré Ogrel. Bien qu'il constate la faible mobilisation, il se félicite qu'un certain "courant d'opinion" existe contre les lois.

Ainsi, loin d'étudier la responsabilité de la C.F.D.T. dans cette faible mobilisation, il se gargarise des interventions de la C.F.D.T. auprès des maires, des parlementaires, des ambassades, des consulats pour sourire béatement à "ces choses concrètes, simples mais qui montre que la solidarité dépasse les mots", et pour conclure : "Il faut lutter contre les projets jusqu'à leur terme parlementaire puis se mobiliser sur leur application afin que grâce à tous elle soit la meilleure (ou la moins mauvaise)".

Et voilà à quoi peuvent s'attendre nos camarades immigrés de la part de ces traîtres : que les lois soient appliquées... avec des roses s'il vous plait !

Tout au long de leur "campagne" ils ont montré leur chauvinisme. Les arguments mis en avant pour "protéger du bout des lèvres" sont ceux des patrons : "La France a besoin des immigrés pour son économie" ; "si les immigrés partent, les Français seront obligés de faire le sale boulot". Belle solidarité, qui vise à accepter la division du travail imposée par le capitalisme, à renforcer les privilèges de certaines couches ! Mais le capitalisme essaye toujours de diviser et d'imposer à la classe ouvrière des conditions de travail et

des salaires de plus en plus durs. Et les "sales boulots", les salaires misérables, nous les combattons, quelle que soit la nationalité de ceux qui les subissent !

Messieurs les larbins de l'impérialisme, ce que vous voulez c'est préserver vos planques de bureaucrates et c'est pourquoi aussi vous refusez de lutter pour l'égalité de tous les droits (économiques, sociaux et politiques) entre ouvriers français et immigrés.

CONTRE LES DEVIATIONS NATIONALISTES, FORGEONS L'UNITE DU PROLETARIAT !

Les militants de la Voie Proletarienne ont été activement présents dans toutes ces manifestations pour renforcer la critique de la ligne des réformistes chauvins. Beaucoup d'ouvriers immigrés s'éveillent à la conscience de la signification des trahisons de ces "organisations ouvrières" et à la nécessité de la révolution socialiste. Mais que ce soit dans les usines où nous travaillons à organiser l'unité du prolétariat international, que ce soit dans le soutien que nous avons apporté aux résidents du foyer de Garges, il y a encore des obstacles à vaincre comme en témoignent les discussions que nous avons eues autour de certains points de notre ligne politique.

★ Par exemple pourquoi nous incluons dans les droits politiques le droit de vote : "Ce n'est pas avec un bulletin dans une urne qu'on va combattre nos exploités... Je ne vais pas aller voter P.C., il ne défend pas nos intérêts ; alors le droit de vote... C'est nier notre spécificité..." etc...

Mais le droit de vote ne peut être isolé de l'ensemble des droits politiques ; ce droit

intéresse la classe ouvrière non pas essentiellement en lui-même (car nous ne nous faisons aucune illusion électoraliste), mais comme un moyen de briser les divisions nationales (en reconnaissant l'unité politique de tous les prolétaires) et fait avancer la politisation des couches immigrées. Très souvent ceux qui contestent ce mot d'ordre défendent le vote dans leur pays d'origine, ils défendent en fait des positions nationalistes qui visent à détourner les ouvriers immigrés de la vie politique en France, là où ils vivent, travaillent et sont exploités, en les incitant à ne s'intéresser qu'à la vie politique de leur pays d'origine.

Nous luttons pour l'égalité de tous les droits démocratiques car cette lutte :

- favorise l'unité de la classe ouvrière ;
- elle facilite la lutte de la fraction immigrée (dans une mesure relative, comme pour les ouvriers français, car les droits démocratiques bourgeois ne sont pas une garantie ; ils sont le fruit d'un rapport de force que la bourgeoisie au pouvoir essaye de remettre en cause tous les jours).

c) elle fait apparaître clairement que ce n'est pas leur inexistence qui est la cause profonde de la situation actuelle des ouvriers et, particulièrement, de la couche immigrée. Contrairement à ce que tente de faire croire les réformistes qui veulent maintenir le mouvement ouvrier dans les ornières de l'humanisme petit bourgeois. Le fondement de l'inégalité n'est pas l'absence de droits mais bien l'existence des classes ; voilà ce que cette lutte met en lumière.

★ Notre lutte pour les droits démocratiques égaux est donc clairement subordonnée aux tâches révolutionnaires :

- Cette lutte ne nie pas la spécificité ; elle la reconnaît entièrement en reconnaissant la réalité de l'oppression nationale par l'impérialisme français, en revendiquant par exemple la reconnaissance de l'identité culturelle, le droit à l'utilisation de la langue maternelle. Au contraire des réformistes qui se retranchent derrière cette spécificité pour refuser l'égalité complète.

"LES COMMUNISTES MUSULMANS" VOUS PARLENT...

Le P.C. fait beaucoup de bruit autour du droit de vote qu'il refuse catégoriquement au nom du respect de l'identité culturelle. A son 23ème congrès, une des interventions d'un délégué immigré de Renault nous rappelle de quelle identité il s'agit :

Après avoir redit qu'il fallait stopper l'immigration pour éviter les ghettos, les taudis, les fouilles, les surveillances, l'expulsion ; après avoir dénoncé *"la droite qui empêche (!) l'engagement d'une coopération fraternelle entre les peuples"*, il parle de la lutte des "communistes" à Renault. De quoi s'agit-il ?

"Par la lutte nous avons obtenu deux mosquées où nous prions Dieu".

Voilà bien de quelle identité culturelle il s'agit : de ce qu'il y a de plus rétrograde, de plus aliénant... La religion ! C'est ça *"la richesse, le trésor, l'expérience des cultures différentes"*.

Pour nous, reconnaître la spécificité des ouvriers immigrés ce n'est pas s'aplatir devant toutes les traditions. C'est au contraire combattre dans les différentes cultures tous les aspects rétrogrades que le féodalisme, le néocolonialisme ont développés et prendre dans chaque culture ce qu'elle a de juste.

- Notre lutte pour l'égalité complète se fonde sur la seule base solide qui est l'unité des prolétaires au delà de leurs différences nationales pour la révolution socialiste. La spécificité des ouvriers immigrés c'est de venir de nations opprimées par l'impérialisme.

Nous luttons pour supprimer ces différences avec la seule optique qui le permette à long terme : supprimer les nations.

★ Le chauvinisme "français" développé par les réformistes et qui a un écho dans certaines fractions de la classe ouvrière entretient, nourrit par contre-coup le nationalisme des immigrés. Il les aveugle sur la nécessité de l'union avec les ouvriers français sans voir que cette union est indispensable et possible. Mais elle n'est possible qu'en faisant la scission avec les chefs réformistes, c'est-à-dire avec la couche d'aristocrates et bureaucrates ouvriers, planqués de la démocratie bourgeoise, tous ceux qui se payent et s'engraissent des miettes que la bourgeoisie leur accorde.

Loin de considérer que toute la classe ouvrière française est "embourgeoisée", nous disons qu'il faut rompre avec l'aristocratie ouvrière et ses chefs de file.

Et loin de considérer que "tous les immigrés sont révolutionnaires parce que les plus exploités", nous disons qu'il faut aussi rompre avec les réformistes nationalistes immigrés qui ont aussi "leurs" bureaucrates à la solde des bourgeoisies nationales au pouvoir, "leurs" petits bourgeois qui tournent le dos aux intérêts du prolétariat.

Aujourd'hui, la lutte contre les opportunistes concerne toutes les nationalités. Il faut travailler partout à la différenciation de classe, rompre avec la bourgeoisie, unir le prolétariat multinational.

★ Il faut travailler à l'unité du prolétariat y compris sur le plan organisationnel. Au nom toujours de la spécificité, des militants immigrés refusent encore cette tâche, privilégiant le travail par rapport à leur pays d'origine. Mais l'un ne s'oppose pas à l'autre.

Comment l'unité politique de la classe ouvrière pourra se concrétiser dans une lutte conséquente si elle n'est pas menée par un parti qui représente l'ensemble de la classe ouvrière ? La révolution socialiste en France, c'est bien la classe ouvrière multinationale qui la fera et qui instaurera sa dictature. Aucune couche du prolétariat, sous prétexte de couleur de peau ou de passeport, n'en sera exclue.

Certains opportunistes vont même jusqu'à dire que c'est "leur refiler le sale boulot", que ce serait une "utilisation" des immigrés !

Mais quelle est la tâche la plus noble, la plus enthousiasmante pour un ouvrier si ce n'est de travailler actuellement à redonner à sa classe un parti communiste ? C'est seulement en s'unissant et en renversant les barrières chauvines et nationalistes - que la bourgeoisie et ses larbins veulent maintenir en son sein - que la classe ouvrière sera forte. C'est en s'organisant dans un même parti que l'avant-garde ouvrière sera unie.